

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL 325-36-74

C. C. P. 1248-74 PARIS

D 364 ARGENTINE: LES MOUVEMENTS DE GUERILLA FONT APPEL A LA
MEDIATION DE L'EGLISE

Le point de vue des mouvements révolutionnaires - aujourd'hui dans la guérilla - sur l' Eglise catholique est intéressant à connaître. Il procède du souci politique de faire valoir la légitimité de leur combat et, surtout, de relancer publiquement une proposition de trêve et de pacification nationale.

C'est pourquoi nous publions ici deux lettres. La première, adressée aux prêtres d'Argentine, émane de l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple); datée du 2 avril 1976 et signée par Mario Roberto Santucho - lequel a été tué en juillet suivant lors d'un affrontement avec l'armée, elle suit immédiatement le coup d'Etat militaire du 24 mars. La deuxième, de décembre 1976, est adressée à l'épiscopat par les "Montoneros" à l'occasion de la déclaration des évêques du mois d'octobre précédent.

(Note DIAL)

1- LETTRE AUX PRETRES ARGENTINS (2 avril 1976)

Au cours des dernières semaines, le clergé a assumé certaines positions qui témoignent de la volonté de nombreux secteurs de l'Eglise de ne pas demeurer indifférents face à la crise profonde que traverse notre pays.

Encouragés par cette noble attitude, nous nous proposons par cette lettre de dialoguer avec le clergé et de discuter du présent et de l'avenir de notre patrie, de notre société.

Personne ne peut maintenant nier que le peuple argentin vit une étape importante et que de la crise et des luttes actuelles surgiront des solutions à nos problèmes, d'autant plus que les militaires prépotents viennent d'instaurer par la force une nouvelle dictature, coupant court à toute expression démocratique.

Tous savent également que la crise économique, sociale et politique qui s'est accentuée sous les dictatures militaires d'Onganía, Levingston et Lanusse, a suscité l'apparition des organisations populaires de guérilla qui luttent ouvertement contre les forces répressives, militaires et policières, et dont le combat ne cesse de s'étendre et se durcir. Cet affrontement militaire oppose deux conceptions fondamentalement opposées. Ainsi, l'armée contre-révolutionnaire de Videla défend les intérêts du grand capital impérialiste et cherche à écraser la rébellion de notre peuple pour l'empêcher de mettre un terme au régime injuste d'exploitation et d'agression dont nous tous, argentins, souffrons et qui nous lie, sur les plans économique, politique et militaire, à l'impérialisme nord-américain au travers de mille liens plus subtiles et plus morbides les uns que les autres.

Par contre, notre armée de guérilla lutte pour des transformations fondamentales, telles que la nationalisation des entreprises étrangères, la restruc-

turation générale et la planification de l'économie en fonction non pas des intérêts individuels mais des besoins collectifs, la rupture des traités politiques et militaires qui nous enchaînent à l'impérialisme yankee, la réforme agraire et la réforme urbaine (comprenant l'expropriation des logements appartenant aux compagnies immobilières et leur remise aux locataires, la reconstruction à grande échelle de logements à loyer modéré au moyen d'un plan conjoint travailleurs-Etat, etc.), la réalisation d'une vaste campagne d'alphabétisation, l'exercice d'une véritable démocratie sociale, bref pour la réorganisation globale du pays sur des bases nouvelles, des bases socialistes.

Nous avons pris les armes pour répondre aux abus répétés des militaires, alors que la dictature tant honnie du général Lanusse tentait d'imposer sa loi au pays. Si nous poursuivons aujourd'hui le combat, c'est que les militaires contre-révolutionnaires, tantôt en coulisse, tantôt sur le devant de la scène, poursuivent toujours leurs menées criminelles et oppressives. Mais ce n'est pas la seule raison. Nous sommes convaincus, et nous le disons en toute franchise, que c'est uniquement par la force des armes que nous réussirons à renverser la dictature qu'exercent de façon directe ou indirecte contre notre peuple les généraux de l'armée argentine, ces chiens de garde des grands capitalistes étrangers.

Ce n'est certes pas par goût que nous avons eu recours à la violence. Non, les combattants de la guérilla sont des hommes et des femmes pacifiques. Nous avons par le passé tenté de faire valoir nos idées et de lutter pour la libération nationale et sociale de façon pacifique, mais tout ce que nous avons eu en échange de la part des forces militaires et policières, c'est la prison, la torture et l'assassinat.

Néanmoins, tout comme hier nous avons tout fait pour faire valoir nos droits, nous sommes prêts aujourd'hui à contribuer à la pacification du pays. C'est dans ce sens que nous avons formulé il y a quelque temps une proposition de trêve, que nous tenons à réitérer devant vous: nous sommes effectivement prêts à suspendre nos activités de guérilla en échange de la libération de tous les prisonniers politiques, de l'abrogation de la législation répressive et de l'instauration d'un régime démocratique qui permette à toutes les forces populaires actuellement proscrites de se faire entendre.

Certaines positions assumées par le haut clergé, et dont nous avons parlé en début de lettre, militent justement en faveur de la pacification du pays et ne sont pas par conséquent opposées aux nôtres. Il s'agit d'un point de convergence fort important. Nous nous félicitons que l'Eglise intervienne dans une optique aussi juste et contribue à la recherche de solutions réalistes pour mettre un terme à l'effusion de sang.

La position de l'Eglise face à la révolution

Cette attitude des plus positives n'est pas le fruit du hasard ou de circonstances particulières. Elle a des antécédents historiques et est en étroite relation avec la situation nationale et internationale.

Alors que pendant des dizaines d'années, caractérisées par les affrontements et les ruptures de toutes sortes, les secteurs dominants au sein de l'Eglise catholique ont pris parti pour le capitalisme, aujourd'hui, avec l'apparition d'une nouvelle réalité historique où le socialisme exerce une influence sans cesse croissante et se consolide tandis que le capitalisme montre son vrai visage de corruption, de terreur criminelle et d'immoralité, de nouveaux courants se dessinent à tous les niveaux au sein de l'Eglise. Ceux-ci commencent à comprendre que la justice et le progrès sont du côté du socialisme, que le projet de construction d'un monde nouveau pour lequel Jésus a lutté est très près de l'idéal socialiste, et que l'édification d'une communauté fraternelle

où règne l'amour du prochain exige aujourd'hui que la production soit organisée sur une base socialiste, sans exploités ni exploiters. Ils comprennent également que l'Eglise n'est pas ni ne sera attaquée pour ses croyances dans les sociétés socialistes actuelles et à venir.

Plusieurs précurseurs de ce nouveau monde ont déjà versé leur sang pour la révolution latino-américaine. Des dizaines de prêtres de l'évangile chrétien et de laïcs catholiques sont tombés sous les balles assassines des militaires ou sont morts sous la torture. Notre patrie compte elle aussi ses Camilo Torres. Mentionnons entre autres notre héroïque camarade Rougier, prêtre catholique, dirigeant "villero" et militant du PRT, qui est disparu après son arrestation aux mains des militaires à Tucumán, ainsi que les prêtres Mujica, Soares et Tedeschi qui furent assassinés par des commandos paramilitaires et parapoliciers. Tous ont suivi l'exemple glorieux des prêtres révolutionnaires de notre première indépendance, Hidalgo, Morelos, Muñecas, Fray Luis Beltran, Fray Justo Santa Maria de Oro et tant d'autres qui ont joint sans hésiter les forces révolutionnaires de l'époque.

Le mouvement des prêtres du Tiers-monde, ainsi que d'autres mouvements du même genre ont été en quelque sorte le fer de lance de la lutte au sein de l'Eglise contre l'exploitation et l'oppression capitaliste. Ils ont favorisé le rapprochement entre l'Eglise et la juste lutte révolutionnaire que livre avec acharnement notre peuple pour conquérir sa libération nationale et sociale.

Aujourd'hui, alors que la lutte des classes se fait de plus en plus impétueuse, que les combats font rage, annonçant le déclenchement de la guerre civile, guerre nécessaire mais avilie par les agissements barbares et démentiels des militaires, l'Eglise ne peut demeurer indifférente. Aussi plusieurs évêques ont-ils assumé des positions fort courageuses face à certains événements. Cela démontre l'existence de nouveaux courants progressistes et révolutionnaires, sans doute plus modérés que les précédents mais de beaucoup plus larges.

La position de la révolution face à l'Eglise

La nouvelle Argentine socialiste pour laquelle nous luttons et qui libérera notre patrie et permettra à notre peuple de vivre dans la joie, autorisera la liberté de cultes. Elle n'attaquera pas l'Eglise de façon unilatérale, et cherchera, comme à Cuba, au Vietnam et dans les autres pays socialistes, à établir des relations entre l'Eglise et l'Etat au moyen de canaux les plus appropriés. Nous pouvons affirmer catégoriquement que le nouveau régime qui surgira de notre lutte révolutionnaire triomphante permettra à l'Eglise catholique de poursuivre ses activités, et celles-ci seront d'autant plus profitables et dynamiques que l'Eglise aura participé énergiquement au processus de libération.

Nous voulons nous arrêter quelques instants sur cet aspect vital de la question et souligner le rôle important que peut jouer l'Eglise en contribuant de façon intelligente et active au succès du combat révolutionnaire. Face à un ennemi désespéré et surpris par la rébellion populaire, qui n'hésite pas à torturer et assassiner, qui ne respecte pas les lois de la guerre et foule aux pieds les droits de l'homme, et qui lance brutalement toute sa puissance matérielle contre notre peuple, l'Eglise catholique a un rôle difficile mais fondamental à jouer, un rôle qui est en accord avec les principes chrétiens et la tradition de l'Eglise, et c'est de lutter pour le respect des droits de l'homme, contre la torture, les disparitions et les assassinats. Nous tenons, quant à nous, à préciser que si les tortures et les assassinats cessent, nous suspendrons les exécutions de criminels, car la justice populaire en avait décidé ainsi uniquement pour freiner la violence contre-révolutionnaire exercée par les exploiters. Personne d'autre n'est mieux placé que l'Eglise en Argentine pour diriger les éléments progressistes de notre peuple dans la lutte

pour la sauvegarde des libertés et des droits fondamentaux reconnus par la Constitution nationale, la Charte des Nations-Unies et les Accords de Genève, qui sont tous les jours foulés aux pieds par les forces armées contre-révolutionnaires.

Conclusion

Avec le nouveau rapport de forces qui se dessine à l'échelle nationale et internationale, de nouvelles forces révolutionnaires, intrinsèquement liées au futur de notre patrie, sont en train de voir le jour. La communauté chrétienne, plongée dans cette réalité, est secouée jusque dans ses fondements par la tourmente de la lutte des classes. Elle commence à réouvrir ses portes aux peuples et à revivre, en les adaptant à la situation actuelle, les enseignements de Jésus. Les conditions sont ainsi créées, qui permettent une convergence d'idées fort profitable. Tout en nous félicitant de ce résultat, nous ne pouvons que souhaiter que cette convergence se développe, de telle sorte que l'Eglise argentine, s'adaptant aux temps modernes, prenne à nouveau contact avec les larges masses, retrouve et étende son prestige, et unisse résolument sa destinée à la juste cause de notre peuple. Si nos vœux viennent à se matérialiser, l'Eglise chrétienne pourra compter sur nous, aujourd'hui comme demain, dans le respect mutuel de nos conceptions.

Mario Roberto Santucho
secrétaire général du PRT,
direction politique et militaire de l'ERP

2- LETTRE A L'EPISCOPAT D'ARGENTINE (Décembre 1976)

Nous avons lu attentivement la lettre pastorale issue de la 35e Assemblée plénière de la Conférence épiscopale argentine; nous avons réfléchi sereinement sur son contenu à la lumière de l'immense soif de justice qui se trouve dans nos coeurs d'hommes de bien, d'hommes du peuple argentin.

Naturellement, nous nous sentons directement visés; c'est pourquoi nous désirons répondre à votre exhortation, persuadés que ce dialogue entre argentins de bonne foi apportera la lumière parmi les ténèbres épaisses qui endeillent aujourd'hui notre patrie et notre peuple, tout particulièrement nos travailleurs.

Sans perdre de vue l'ensemble du document, le paragraphe intitulé "Oraisons pour la paix et la concorde du pays" mérite particulièrement notre attention; il est à l'origine de notre réponse. Nous lisons dans votre lettre pastorale: "Il est évident que l'immense majorité du peuple argentin souhaite vivre en "paix, dans l'ordre et la liberté, et il est clair également que, pour atteindre ces buts, il est indispensable d'unir nos efforts et de faire en sorte "que s'exercent pleinement les valeurs de justice, de vie en commun équilibrée "sur le plan économique et social, et d'harmonie fraternelle authentique"... "Nous devons demander à Dieu la sagesse qui oriente droitement toutes les décisions; nous devons le supplier pour que sa grâce purifie les coeurs afin "qu'à la place de l'égoïsme, de l'ambition, du mensonge et de tout autre péché, "il y ait l'humilité, la générosité, la sincérité et toutes sortes de vertus"... "Prions pour ceux qui ont la mission difficile de veiller sur l'ordre dans notre chère patrie, afin qu'ils parviennent toujours à accomplir leur devoir "dans la charité et la justice"... "nous ne pouvons pas oublier ceux de nos "frères qui cherchent un nouvel état de choses par la violence et la subversion. Rappelons-nous, comme le dit le pape Paul VI, que 'la violence n'est "ni chrétienne ni évangélique', et prions notre Père céleste d'éclairer leur "esprit et de toucher leur coeur pour qu'ils cherchent par d'autres chemins "le bien du pays dans la concorde, la liberté et la paix."

Essayons de voir à la lumière de ces concepts, que nous-mêmes partageons, quelle est la véritable nature de la situation actuelle.

Le premier de ces concepts est l'amour du pays. Il est hors de doute que seul un tel amour permet de surmonter les affrontements actuels, et il est tout aussi certain que, s'ils n'ont pas encore été surmontés, c'est parce que certains, qui n'aiment pas le pays, s'y opposent avec force pour l'empêcher. Pour nous, aimer le pays veut dire vouloir une patrie socialement juste, économiquement libre et politiquement souveraine. Aimer le pays c'est aimer son peuple, car sans le peuple le pays n'a pas de raison d'être. Peut-on aimer la patrie en l'endettant chroniquement au profit de tiers étrangers? En favorisant la concurrence inégale entre les grands capitaux étrangers et les entreprises nationales asservies par la dépendance technologique et financière? En dénationalisant les entreprises d'Etat sous le prétexte technique d'assainissement de l'économie? En appauvrissant l'immense majorité du peuple argentin, celle qui crée en fait notre richesse, pour enrichir les quelques personnes qui détiennent le pouvoir économique? En frustrant le peuple de son expression politique, par un coup d'Etat, à quelques mois seulement des élections générales qui devaient balayer la trahison et la corruption? Peut-on aimer le pays en lui faisant tort à tel point? Toutes ces questions ne sont bien sûr que rhétorique: ce n'est pas ainsi qu'on aime son pays et ce n'est pas de cette manière qu'on pourra surmonter les difficultés qui s'opposent à son affermissement, à sa stabilité normale et à son développement le plus complet.

Il est évident, comme le dit votre lettre pastorale, que l'immense majorité du peuple argentin, dont nous sommes, souhaite vivre en paix, dans l'ordre et dans la liberté, sous le règne de la justice sociale. Mais malheureusement, il n'y a pas que l'immense majorité du peuple argentin à devoir compter en cette affaire: une minorité encore puissante sur le plan économique et militaire donne la preuve, depuis plusieurs décennies, qu'elle est capable de commettre les abus les plus sauvages pour s'y opposer. Peut-on dire qu'on souhaite la paix quand on assassine en masse des familles entières dans l'impunité d'un pouvoir absolu d'un Etat dictatorial? Ou quand on se rend coupable d'horribles crimes et tortures dans les casernes de la patrie? N'est-ce pas créer le chaos que marginaliser les grandes masses populaires par une politique économique de famine pour ceux qui avaient déjà faim, par une répression sanglante de la moindre protestation devant les abus et les spoliations? Peut-on déclarer qu'on aime la liberté quand on emprisonne des dizaines de milliers de compatriotes aimant la liberté, la souveraineté et la justice sociale? Quand on ajoute à ces emprisonnements la suspension de tous les droits constitutionnels et judiciaires? Quand on pratique l'enlèvement et que le lieu de détention des victimes reste inconnu? Quand, pour toute défense devant un enlèvement, on n'a que le droit de se retrouver carbonisé ou flottant dans une rivière?

Pour l'immense majorité du peuple argentin, sans aucun doute, la minorité au pouvoir sans mandat ne souhaite que la paix, l'ordre et la liberté des cimetières; quant à la justice sociale, inutile d'en parler. Jusqu'à présent, cette minorité n'a fait qu'aimer l'égoïsme, l'ambition, le mensonge et bien d'autres péchés. La mission de maintenir l'ordre leur devient impossible à remplir parce qu'en fait ils engendrent en permanence le chaos par suite de leurs crimes, de leurs abus de toutes sortes et de leurs privilèges économiques irritants; parce que le peuple argentin ne les a pas chargés d'une telle mission; et parce que, ainsi que le reconnaît l'épiscopat argentin, ils exercent cette mission sans mandat, sans charité ni justice.

Quant à l'allusion directe faite à nos agissements, il nous faut une fois

encore dire clairement que nous n'avons jamais été assez irréfléchis pour faire l'apologie de la violence comme une chose bonne en soi. Au contraire, dans la mesure où nous la supportons dans sa rigueur et l'exerçons avec douleur, nous savons que la violence de la guerre (car il n^és'agit pas d'autre chose), engendre des souffrances et des pertes irréparables au sein des peuples. A plus forte raison lorsqu'il s'agit, comme en Argentine, d'une guerre civile.

Cependant, l'exercice de la violence pour la légitime défense de la patrie, pour la légitime défense du peuple et pour la légitime défense de ses individus, est un droit universellement inaliénable et indiscutable. La lettre pastorale parle bien lorsqu'elle reconnaît que nous cherchons le bien du pays; et, ajoutons-nous, nous cherchons notamment le bien du peuple et de ses travailleurs, les plus marginalisés, les plus opprimés et exploités, les plus persécutés pour leur faim et soif de justice.

Nous sommes un parti et un mouvement, entités essentiellement politiques. Nous avons des objectifs de justice sociale, d'indépendance économique et de souveraineté politique, traduits en programme qui s'oppose aux prétendues techniques économiques brandies par les usurpateurs pour affamer le peuple. Néanmoins, nous avons dû bâtir une armée à partir de rien, dans l'ignorance de la chose militaire et avec des carences logistiques, mais une armée fondée sur le courage de nos coeurs de patriotes, sur le sang humble et généreux des meilleurs et des plus jeunes fils de notre peuple, une armée constamment nourrie par la sueur populaire venant de la justice indiscutable de notre cause.

Nous ne souhaitons pas la violence de la guerre; nous ne l'avons ni cherchée ni provoquée. Mais personne ne peut exiger de nous l'abandon du droit à la légitime défense. En 1955, la violence criminelle a bombardé le peuple sans défense pour lui arracher ses conquêtes sociales. En 1962, la violence a envahi les rues pour arracher au peuple son légitime triomphe électoral. En 1969, la violence a réprimé la juste colère du peuple face à la dictature. En 1974, la violence a assassiné impunément les meilleurs militants du peuple pour soutenir la trahison du triomphe populaire de 1973. En 1976, nous souffrons la plus cruelle et la plus corrompue de toutes les violences de notre histoire, supportant une nouvelle dictature antipopulaire venue brader notre patrie. Qui est-ce qui a déchainé et cherché la violence? Qui est-ce qui a voulu défendre d'inavouables privilèges par l'extermination?

Lorsque, à partir de 1972, il devint possible de réaliser le bien du pays par des moyens politiques conventionnels et pacifiques, nous avons été les premiers à accepter et à encourager de telles conditions. Cependant, la proposition de la dictature portait en elle la violence de la proscription et de la répression, comme elle le prouva le 17 novembre de cette même année. Puis, le 20 juin 1973, la violence des aventuriers de la trahison massacra impunément le peuple. En 1973, nous avons encouragé fermement l'intervention du peuple aux élections, qui aboutirent à un triomphe populaire écrasant. Puis nous avons travaillé dans la paix pour assurer la participation du peuple au nouveau processus qui s'ouvrait. Nous avons même encouragé, sans tenir compte des blessures récentes, des opérations de reconstruction, en accord avec le commandement militaire qui respectait la volonté populaire.

Tout au long de 1973 et de 1974, ce fut pour nous une lutte politique conventionnelle pour récupérer le processus et l'acheminer sur la voie du triomphe populaire. Malheureusement, tout ce que nous avons obtenu, c'est de voir assassiner davantage de militants, interdire notre presse, procéder à des rafles policières dans nos locaux politiques, etc.

Nous ne souhaitons pas la violence de la guerre; nous ne l'avons ni cherchée ni provoquée. Comme nous l'avons fait en 1975, notre parti soulève en

permanence une proposition de pacification nationale. Actuellement, cette proposition est centrée notamment sur la liberté d'expression politique du peuple argentin.

Si la dictature régnante aimait le pays et son peuple, elle convoquerait des élections libres et sans proscription; elle remettrait en liberté tous les citoyens emprisonnés sans motif légal; elle aurait pour ses prisonniers de guerre les égards élémentaires requis par la dignité humaine; elle rendrait aux travailleurs les organisations syndicales qui leur appartiennent de plein droit; et elle entreprendrait immédiatement une distribution équitable du revenu national permettant à l'ensemble du peuple de vivre dans un minimum d'aisance et de dignité.

Si la dictature des grands capitalistes acceptait ces conditions élémentaires, l'immense majorité du peuple argentin, tout comme nous qui en faisons partie, chercherait le bien du pays par d'autres chemins, dans la concorde, la liberté et la paix, comme dit la lettre épiscopale.

Dans le cas contraire, la preuve sera faite encore une fois que l'état de choses qui sévit actuellement dans notre patrie n'est l'oeuvre que d'une minorité usurpatrice, disposant encore de pouvoir économique et militaire, mais dépourvue de toute force politique et de tout support social populaire. En ce qui nous concerne, nous n'aurons d'autre issue que d'exercer le droit de légitime défense, y compris par la violence de la guerre populaire.

Nous sommes parfaitement conscients que cet affrontement sanglant et douloureux ne pourra qu'ajourner quelque peu, en le rendant plus âpre et plus héroïque, le triomphe de notre cher peuple argentin, et qu'en aucun cas il ne saurait l'empêcher.

Quelques mois à peine après l'instauration de cette nouvelle dictature ont suffi pour montrer ce que notre peuple, et notamment la classe des travailleurs, est disposé à faire pour défendre ses droits et sa dignité.

Nous ne doutons pas que l'Eglise argentine, si durement frappée elle aussi par la violence criminelle de la dictature, saura interpréter nos désirs de paix et de justice. Sa voix mesurée et apaisante est souvent écoutée au sein des combats les plus fracassants, et sa position lui permet d'intercéder là où personne n'y parvient. En ce qui nous concerne, nous sommes toujours disposés à tenir compte des solutions qui nous seraient offertes et à en proposer qui respectent les aspirations les plus profondes de notre peuple. Il est entre vos mains et dans la volonté des responsables de cette guerre d'avoir le dernier mot. Notre désir est d'obtenir votre réponse, soit par écrit, soit oralement lors de fraternelles conversations personnelles.

Votre message ayant été public, nous rendrons publique notre réponse dès qu'elle vous sera parvenue, afin de marquer que nous partageons avec l'ensemble du peuple un souci profond de paix, mais que nous nous voyons forcés de lutter pour la justice à laquelle s'oppose une infime minorité qui usurpe aujourd'hui le pouvoir.

LIBERATION OU DEPENDANCE
LA PATRIE OU LA MORT
NOUS VAINCRONS

Mario Eduardo Firmenich, Martín Montenegro,
Raúl Navarro, Lucio Medina
Commandement national MONTONEROS

(Diffusion DIAL)

Abonnement: France 150F - Etranger 175F (avion: tarif spécial)
Directeur de la publication: Charles ANTOINE
Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris
Commission paritaire de presse: n° 56249

D 364-7/7